



30, rue des Dames  
75017 Paris

Tél. : +33(1) 45 22 73 74

✉ [aldefi@club-internet.fr](mailto:aldefi@club-internet.fr)

🌐 [www.aldefi.org](http://www.aldefi.org)



Les activités comme le tissage sont moins exposées aux problèmes de remboursement des emprunts.



Il n'est de richesses  
que d'Hommes

Jean Bodin

## La lettre d'ALDEFI n°17 - Septembre 2012

### Pour prévenir les risques inhérents aux microcrédits, gestion attentive et précautions sont nécessaires : un exemple au Maroc

**Entretien avec Abdesslam SI ALI, coordinateur d'INMAA de la région de Toudgha-Dadès (Ouarzazate dans le sud marocain).**

La microfinance marocaine a connu un développement extrêmement rapide au début des années 2000. S'en est suivie une longue crise de surendettement et d'endettement croisé depuis 2008, dont le secteur cherche encore à sortir. En avril 2011, dans le contexte du printemps arabe, une nouvelle crise éclate. Circonscrite dans le sud du pays, cette crise prend la forme d'un refus de remboursement dans la région de Ouarzazate. Ce phénomène met en évidence les faiblesses de la microfinance marocaine et constitue un cas d'étude de responsabilité sociale mise à mal.



**Pourquoi des clients des Associations de Microcrédit (AMCs) ont-ils refusé de rembourser leurs emprunts ?**

Trois raisons principales :

- D'abord, certains ont refusé de payer à cause des mauvaises pratiques des AMCs, autorisant le surendettement des clients avec des crédits de montant élevé, sur une longue échéance, souvent dans différentes AMCs et pour plusieurs membres de la même famille. Ces pratiques ont produit des résultats à contresens de la mission sociale du microcrédit engendrant l'appauvrissement et la décapitalisation de certains ménages.
- Ensuite, la méthode de recouvrement peu éthique de certaines institutions de microfinance.
- Enfin, par un effet d'entraînement, beaucoup de clients ont adhéré à ce mouvement qui leur fournissait une bonne excuse pour ne pas rembourser leurs dettes.

**Comment avez-vous fait pour redresser la situation et assainir le portefeuille à Kelaat Mgouna ?**

INMAA a été la première AMC à opérer ici, à partir de septembre 2003 créant au long des années un esprit de transparence, de qualité relationnelle et de proximité. Par ailleurs, avant l'éclatement de la crise, nous avions déjà pris des mesures pour réduire notre exposition au risque dans certaines activités comme le tissage.

Dans les premiers mois de la crise, nous avons mené une campagne de porte à porte de sensibilisation, afin d'expliquer la réalité du mouvement. Nous avons facilité le remboursement en proposant des solutions de ré-échelonnement de la dette, ainsi que la possibilité de rembourser tout le capital d'un seul coup sans intérêt. Parallèlement, des poursuites judiciaires ont été lancées pour certains clients qui refusaient de payer.

**Quelles ont été les conséquences ?**

Nous avons réduit d'un tiers notre clientèle avec 164 clients aujourd'hui. Notre portefeuille s'est rétréci de 42% (64 000 euros). Le Portefeuille à risque (PAR) est actuellement sous contrôle à 3,8% mais bien au-dessus du taux de 0,05% avant la crise et cela avec 21% de notre portefeuille radié à la fin 2011.

**Pensez-vous qu'une situation de ce type risque de se reproduire dans le futur ?**

Non, car la majorité des grandes AMCs sont en train d'améliorer leurs pratiques et mettent en place une politique de crédit plus prudente, même si la course aux chiffres par les grandes institutions continue parfois. La chasse aux mauvaises pratiques reste une nécessité pour tous, car si les opérateurs et les bailleurs de fonds ne privilégient pas la mission sociale du microcrédit, le fonctionnement de quelques institutions pourra engendrer des problèmes. Gestion respectueuse des données locales et précautions à tous niveaux sont les garants d'une réussite partagée.

*Entretien réalisé le 9 juillet 2012  
par Matisse BONZON, stagiaire ALDEFI,  
au bureau d'INMAA de Kelaat Mgouna.*

**Rassembler des compétences - Mobiliser des capacités financières  
Être au service de la lutte contre la pauvreté  
Plus d'informations sur [www.aldefi.org](http://www.aldefi.org)**